

Affaire suivie par : Laetitia ROUYEZ  
Tél. : 03 26 70 81 91  
Mél. : [ddt-see-penv@marne.gouv.fr](mailto:ddt-see-penv@marne.gouv.fr)

Réf. : 2025-02- *56*

Châlons-en-Champagne, le

**18** FEV. 2025

LR : 2C18995427825

Monsieur le Directeur,

Suite à la parution des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le secteur du traitement des déchets (BREF WT – Waste Treatment) par décision d'exécution (UE) de la commission européenne n°2018/1147/UE du 10 août 2018, et en application de l'article 64 de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ainsi que des articles R.515-70 et R.515-71 du Code de l'environnement, vous m'avez remis un dossier de réexamen des conditions d'exploitation de votre installation de stockage de Beine-Nauroy, le 7 juillet 2024, complété le 30 octobre 2024.

L'inspection des installations classées a examiné votre dossier et m'a fait part de ses observations. Ainsi, je prends acte de votre déclaration selon laquelle l'exploitation de vos installations se réalise dans le respect des MTD applicables à votre secteur d'activité, qui ont été intégrées dans l'arrêté ministériel précité modifié le 7 août 2023. Je note également que vous n'avez pas demandé de dérogation au titre de l'article R.515-68 du Code de l'environnement (ni demander d'appliquer des techniques alternatives).

Ce positionnement ne vaut pas validation de la suffisance des mesures mises en œuvre, en particulier s'agissant de la mise en œuvre du programme de détection et de réparation des fuites (article 21.V). La vérification du respect de ces dispositions pourra être vérifiée à l'occasion de futures visites d'inspection.

Vos installations demeurent réglementées par l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2016 (complété par les arrêtés des 29 janvier 2018, 21 janvier 2020, 23 décembre 2022, 20 mai 2023, 4 septembre 2023 et 13 décembre 2024), ainsi que par l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié.

Monsieur le Directeur  
ONYX EST – Site de Beine Nauroy  
Lieudit le Grand Montfort  
51490 BEINE NAUROY

Copie : DREAL

Par ailleurs, je vous rappelle que, conformément aux dispositions de l'article L.515-30 du Code de l'environnement, vous êtes redevable d'un rapport de base, qui devait être remis au plus tard à l'occasion du premier réexamen. A défaut, un mémoire de non-soumission à ce rapport de base est attendu.

Je vous demande de bien vouloir faire parvenir ce rapport de base sous un délai de 2 mois.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération la plus distinguée.

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général

Raymond YEDDOU

